

“Je suis inquiète pour l’avenir de l’enseignement Supérieur”

■ Opaline Meunier, qui quitte le syndicat étudiant Unécof pour le CDH, plaide pour une révolution pédagogique.

Entretien Bosco d'Otreppe

Présidente sortante du syndicat étudiant Unécof (l'Union des étudiants de la Communauté française), Opaline Meunier a rejoint en octobre l'équipe présidentielle du CDH, partie sous la bannière duquel elle devrait se présenter aux élections communales l'an prochain. Membre également du groupe de réflexion politique E-Change, elle livre son entretien de sortie à “La Libre”.

Les syndicats étudiants ont-ils encore du pouvoir ?

Cela dépend du bon vouloir du politique. Le ministre socialiste de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt écoute par exemple assez peu l'avis des étudiants : on l'a vu dans différents dossiers, dont celui de la réforme des bourses. Par ailleurs, notre rôle évolue, notamment parce qu'il devient de plus en plus difficile de mobiliser les étudiants.

Pourquoi ?

Je ne sais pas, c'est une question que je me pose depuis trois ans. Peut-être pouvons-nous faire le lien avec le dégoût de la politique qui se généralise dans la société.

Comment continuer à peser du coup ?

Les méthodes devront évoluer car ce sera plus compliqué d'organiser des grèves qui bloquent le pays. Les syndicats étudiants devront dorénavant muscler leur représentation dans les instances de négociations.

Les syndicats étudiants sont-ils représentatifs des étudiants ?

On se donne un mal de chien pour l'être, notamment à travers des sondages, des pétitions et des consultations. On peut reprocher beaucoup de choses à l'Unécof et à la Fef (la Fédération des étudiants francophones qui est le principal syndicat étudiant NdR), mais on fait tout pour représenter au mieux les étudiants.

Qu'est-ce qui différencie encore la Fef et l'Unécof ?

Nos méthodes ne sont pas les mêmes. La Fef est prête à quitter une négociation si elle n'obtient pas 100 % de ce qu'elle souhaite. Du côté de l'Unécof, si nous obtenons 60 % de ce que nous défendons, nous le regrettons, mais nous le prendrons déjà comme une avancée. Au niveau idéologique, l'Unécof me semble plus pragmatique. Nous sommes moins dans l'idéologie, dans le combat collectif de changement de la société. C'est un reproche que l'on peut faire à l'Unécof, mais cela correspond au mandat qui lui est donné par les étudiants. Je trouve l'Unécof davantage inscrite dans la réalité du monde étudiant.

En juin dernier, Maxime Mori, le président de la Fef, regrettait l'entre-soi de la politique belge. Vous entrez en politique. Vous n'avez pas été dégoûtée ?

Le plus dur, ce sont les marchandages qui se passent en coulisses : tel établissement a pu bénéficier d'une avancée, car tel autre a obtenu quelque chose en échange. C'est une réalité dégoûtante, mais que l'on ne peut changer que de l'intérieur.

L'avenir de l'enseignement supérieur vous inquiète ?

Oui. Je pense que son manque de financements est sous-évalué. Le plus gros problème est le manque de réflexions pédagogiques pour sortir du cours ex cathedra. Pourtant, si on veut continuer à former des adultes intelligents et critiques, c'est indispensable. Cela ne peut pas se faire avec un prof face à 800 étudiants. Nous devons aussi veiller à ce que les études supérieures permettent aux jeunes de davantage être confrontés au réel. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. En ce sens, les masters en alternance qui permettent de suivre une formation professionnelle en parallèle des études sont l'avenir.

Un débat prend de l'ampleur, celui d'instaurer des tests non contraignants à l'entame des études. Est-ce une bonne idée ?

Oui, même si je suis méfiante car, une fois un tel système instauré, il suffira d'un amendement au décret pour instaurer des examens d'entrée partout. C'est ma crainte. Mais si ces tests non contraignants sont accompagnés d'un vrai soutien pédagogique pour aider les jeunes, cela me semble être une bonne idée pour réduire l'important taux d'échec et le nombre de mauvaises orientations.

“La ligne politique du CDH est mal vendue”

Pourquoi avoir rejoint le CDH, ce parti qui ne fait que baisser dans les sondages et dont on peine à distinguer le projet de société qu'il porte ? J'ai pris ma carte au CDH à 15 ans car, dans ma commune d'Estin-

nes, c'était le parti qui réalisait le meilleur travail. Je suis resté au CDH, parce que je trouve son projet de société admirable. C'est un parti qui essaye de ne laisser personne de côté, qui dépasse les intérêts personnels, tout en respectant les ambitions de chacun. Il n'est pas dans la confrontation et essaye de favoriser toutes les parties de la société. Il ne favorise pas l'enseignement officiel au détri-

ment des autres par exemple. Et puis, il prend la personne dans sa globalité. Il ne considère jamais une personne en ne regardant qu'une seule de ses facettes : un travailleur n'est pas qu'un travailleur, il est aussi inscrit dans une famille, un tissu social, ses rêves... Le CDH prend en compte la personnalité de chacun sous toutes ses facettes pour penser sa politique. Voilà peut-être la façon la

plus claire avec laquelle je peux expliquer ce qu'est l'humanisme.

Mais n'est-ce pas la volonté de tous les partis ?

Je ne dis pas qu'ils ne le font pas, mais j'ai l'impression qu'ils donnent toujours la priorité à un aspect d'une personne. Cette personne sera considérée comme étant avant tout un travailleur, un indépendant, un père ou mère de famille... On risque alors de penser les réformes en fonction de

telle ou telle facette.

Le CDH concrétise-t-il vraiment cette ambition dans sa politique ?

Il y a deux semaines, en bureau politique, nous avons par exemple discuté de l'assurance autonomie pour permettre aux personnes âgées de rester le plus longtemps possible dans leur milieu familial. Voilà une politique qui prend en compte la personne dans sa globalité, et ne finance pas simplement une solution au détriment de toutes les autres.

Mais pourquoi une telle politique ne parvient-elle pas à convaincre l'opinion ?

Peut-être parce qu'elle est mal vendue. Le CDH n'est pas un parti de clash, de caricatures, de tweets de 140 caractères. Or, dans notre société de l'immédiateté qui est de surcroît très clivée et dans laquelle il y a une lame de fond vers le simplisme, une telle politique est difficile à communiquer. Convaincre l'opinion sera notre grand enjeu d'ici 2019.